

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1971)
Heft: 144

Artikel: Critiques ponctuelles : le langage de Revel
Autor: Baier, Eric / Dreifuss, Ruth
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028152>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ni Marx,...

J.-P. Ghelfi s'est efforcé de préciser la première moitié du livre de J.-F. Revel. Nous avons tiré de son texte les extraits suivants.

D.P.

Impossible d'ignorer Marx. D'abord parce qu'une partie importante de la population mondiale se dit proche de la théorie qu'il a développée. Ensuite parce que, dans une large mesure, le vocabulaire que nous utilisons pour parler des sociétés contemporaines — capitalistes ou communistes, industrialisées, en voie d'industrialisation ou pré-industrielles — vient en droite ligne de ses écrits. Il est de même impératif de confronter théorie marxiste et situations pratiques, concrètes et effectives des sociétés actuelles¹.

La force du marxisme réside dans la simplicité du cadre qu'il propose pour interpréter le jeu des forces sociales dans les communautés humaines: maître-esclave; seigneur-serf; capitaliste-prolétaires; profit-paupérisation, etc. Vision d'une société irréductiblement dualiste, dont le terme sera marqué par la révolution prolétarienne qui permettra de supprimer les classes sociales. Cet aboutissement, selon Marx, est inéluctable. Le développement économique approfondira le fossé entre capitalistes et prolétaires — les uns toujours plus riches et moins nombreux, les autres toujours plus pauvres et plus nombreux. Le système est donc en soi explosif, et le détonateur sera fourni par le jeu de l'accumulation de ses contradictions internes.

La propriété privée des moyens de production et de distribution est source de profit pour les capitalistes, donc d'exploitation des travailleurs. Pour éliminer l'exploitation prolétarienne, il faut par conséquent supprimer la propriété privée. La socialisation des moyens de production et de distribution n'est toutefois pas un but. Elle constitue, selon les marxistes, le moyen nécessaire et suffisant pour permettre aux hommes d'échapper aux déterminismes de l'économie, de ne plus les subir, et ainsi, en quelque sorte, de s'autodéterminer par rapport à eux.

Cette autodétermination est conçue comme condition pour permettre à l'homme de se réaliser pleinement.

Les « prévisions » du marxisme

On peut, dans les critiques sommaires du marxisme, se contenter par exemple de noter que les régimes politiques qui s'en réclament n'ont pas obtenu de meilleurs résultats que les pays capitalistes. On peut aussi relever que si l'économie est importante, elle n'est pas tout: un régime économiquement oppressif est, semble-t-il, moins insupportable qu'un régime qui ne respecte pas les libertés individuelles et collectives, furent-elles qualifiées de formelles.

Ces deux points ne sont pas les plus importants, bien qu'ils jouent un rôle essentiel dans les attitudes politiques: comment expliquer aux travailleurs-électeurs qu'ils auraient intérêt à changer de régime politique si les exemples qu'on leur fournit ne sont pas concluants?

La force principale du capitalisme contemporain provient des échecs du communisme. Les promesses du second pèsent peu en face des réalisations du premier.

Une autre manière de critiquer le marxisme consiste à noter que les prévisions qu'il a faites sur le développement du capitalisme se sont révélées inexactes. Celui-ci n'a pas congénitamment besoin des guerres impérialistes pour maintenir et asseoir sa domination. Le colonialisme n'est pas davantage une condition de sa survie. Le néo-colonialisme n'est pas un trait spécifique du capitalisme, et il se

pourrait qu'il s'en dégage plus rapidement que les pays communistes. Le système d'enseignement continue certes à transmettre l'idéologie de la classe dominante — ici comme ailleurs —, mais les réformes qu'il a entreprises ici sont déjà nombreuses et le rythme de changement à la fois plus grand et plus prometteur. Enfin, le capitalisme renferme plus de virtualités quant à l'émancipation des minorités, à la libération de la femme et donc à la transformation de la cellule familiale et des rapports humains qu'elle implique.

La critique la plus radicale qu'on puisse émettre cependant à l'égard du marxisme est d'avoir voulu expliquer la situation misérable du prolétariat industriel du XIX^e siècle par l'existence de la propriété privée. Car même s'il est vrai que le « profit capitaliste » est indéterminé et indéterminable par les « lois » du libéralisme économique, il constitue un résidu de l'activité économique qui ne saurait, à lui seul, rendre compte des injustices, des inégalités et des gaspillages observables dans la société.

Comment concilier socialisation économique et libertés politiques?

Chacun des deux systèmes (capitalisme et communisme) a sa logique, qui n'est pas forcément celle que le marxisme a mise en évidence. La concurrence est fille du profit, certes, mais elle est tout autant fille de la liberté d'initiative en matière économique, politique, sociale, culturelle. Le plan, lui, est fils de la socialisation du profit, mais fils surtout de la suppression de la liberté d'initiative en matière économique. Et cette restriction s'est étendue et généralisée aux autres secteurs de la vie individuelle et collective. Cet aboutissement n'était voulu ni par Marx ni, probablement, par Lénine. Mais on ne peut s'empêcher de penser que l'évolution constatée était contenue en germe dans les concepts « socialisation des moyens de production », « centralisme démocratique », « dictature du prolétariat » — ou du moins qu'elle en était une conséquence quasi inéluctable.

Conséquence quasi inéluctable... Les mouvements gauchistes actuels qui se distancent généralement des communismes appliqués et autres « crapules stalinien », se refusent à admettre ce fait, sans toutefois — et là est la condition de crédibilité idéologique et politique de leur mouvement — montrer comment sociologiquement il serait possible de concilier libertés politiques et socialisation économique.

Rapports économiques et projets politiques

L'héritage marxiste nous pousse à rechercher les explications du côté des bases matérielles (l'infrastructure) de la société. Mais le degré de développement économique ne permet pas d'expliquer, fût-ce « en dernière analyse », la diversité des situations des pays européens. Le passé colonial, l'accession tardive à la démocratie libérale, le centralisme institutionnel, le maintien prolongé de l'empire ou du royaume — certains de ces éléments pouvant se combiner — rendent mieux compte des situations nationales actuelles que l'analyse de l'évolution de la lutte des classes ou du développement des forces productives. (cf. F. Perroux: « Industrialisation et création collective » tome II).

Sur le plan international, il est encore plus évident que le poids des rapports économiques ne joue pas l'importance capitale qu'on a voulu leur attribuer. Étudier le processus d'intégration européenne sous l'angle du renforcement des monopoles équivaut à se condamner à ne rien comprendre au jeu des forces en présence. L'Europe, à supposer qu'elle aboutisse, sera d'abord une réponse politique tant à l'égard des Etats-Unis que de l'Union soviétique. D'où, d'ailleurs, l'hostilité plus ou moins marquée de l'un et de l'autre.

C'est une vérité d'évidence, dans le monde actuel, que tout projet politique implique un support économique, industriel et militaire. Mais la complexité et l'ambivalence de chacun de ces domaines interdit de ramener univoquement l'un aux autres, ou l'inverse.

Absence de « prêt-à-porter » idéologique

La liberté intégrale est-elle vraiment au bout du chemin, comme le croit Marx, lorsqu'il aura été mis fin aux luttes des classes? N'est-il pas plus juste de voir dans « un peu de liberté » le moyen nécessaire — mais pas forcément suffisant — pour aller vers « plus de liberté ». Cette idée a au moins pour elle de pouvoir s'appuyer sur les expériences historiques. Si cela est vrai, il en découlerait que la politique doit emprunter non pas le chemin de la lutte des classes et tendre à la socialisation des moyens de production et de distribution, considérée comme la condition sine qua non de l'émancipation réelle de l'humanité, mais bien la voie de la liberté, en commençant par les « libertés formelles » conquises par les révolutions dites libérales, pour les approfondir à chaque étape du développement économique, dans la perspective de doubler la démocratie politique d'une démocratie économique et d'une démocratie culturelle.

Qu'au bout du compte, nous en arrivions aussi à socialiser les moyens de production, du moins certains d'entre eux, c'est possible, et c'est même probable. Mais à considérer encore que les termes mêmes selon lesquels cette socialisation se ferait pourraient être autres que ceux que nous pouvons concevoir actuellement.

Car avons garde de constater que les voies qu'empruntent les sociétés pour passer d'une étape à une autre, dans leur développement politique, économique, culturel, sont trop mal explorées et donc connues pour qu'on puisse sans danger pour ce qui est déjà acquis, être assurés qu'un bouleversement profond n'équivaudrait pas pratiquement à une régression. Si révolutionner est innover, créer du neuf, alors l'avenir est inconnu. Et il est aberrant de croire qu'il existe des « schémas » explicatifs tout prêts, une sorte de « prêt-à-porter » idéologico-révolutionnaire.

En appeler au capitalisme comme cause absolue et au socialisme comme remède absolu n'est acceptable d'aucun point de vue. On se heurte en effet à des structures mentales beaucoup plus profondes et résistantes ainsi que Jacques Monod et Konrad Lorenz se sont efforcés de le montrer. Il faut analyser leurs effets et leurs implications à la lumière des connaissances actuelles pour espérer pouvoir trouver un début de solution qui, prenant en considération l'intégralité de la nature humaine, soit conforme à ce que nous pouvons aujourd'hui discerner.

J.-P. G.

Critiques ponctuelles Le langage de Revel

Imaginez qu'un soir, dans le salon d'un ami, on vous présente un brillant journaliste parisien, retour d'un voyage outre-Atlantique; imaginez la conférence improvisée qu'il tiendra aux commensaux, illustrée par ses impressions récentes sur l'extraordinaire vitalité d'une société qui est non seulement la plus puissante du monde, mais qui se trouve être, comme elle se plaît à le dire, un gigantesque creuset culturel. Imaginez l'invité de ce soir, bon conteur cultivé, avec ce qu'il faut d'agressivité pour que la voix vibre et que l'auditoire réagisse, et ce qu'il faut de simplification pour que le récit puisse embrasser bien des aspects du « problème révolutionnaire ». Si maintenant, au lieu de parler, cet homme écrivait un livre, vous auriez « Ni Marx, ni Jésus ». Un livre qui force l'attention, irritant pour qui, à tort d'ailleurs, pense qu'il ne faut écrire que pour le marbre (celui des monuments appelés à durer et non celui des imprimeries de l'éphémère combat), stimulant parce qu'il intervient, malgré ses faiblesses, dans un débat fondamental.

Pour qui, comme nous, craint le brouillard des mots et regrette que le langage des tracts soit truffé du vocabulaire consacré de l'analyse marxiste (sans

¹ Il s'agira moins, nécessairement, de parler du marxisme livresque que de ce que les peuples et leurs dirigeants en ont retenu, puisque c'est ceci que nous voyons à l'œuvre, et qui est déterminant en pratique pour favoriser tel développement économique, social ou politique, plutôt que tel autre.

recouvrir un même aspect pour l'analyse elle-même), le langage de Revel apparaît bien plus parlant. Mais s'il ne succombe pas au piège des clichés, il se résout mal à se priver du plaisir raffiné qu'il y a à jouer avec les mots.

Face au feu d'artifice, les critiques ne peuvent être que ponctuelles. Mais les escamotages de Revel correspondent, et ce n'est pas un hasard, à des interrogations d'une importance capitale. Posons quelques-unes de ces questions.

Lorsqu'un système n'est plus aimé...

La révolution française, comme la révolution russe, n'auraient pas été possibles si les anciens régimes n'avaient finalement ligué contre eux des groupes sociaux dont les revendications pouvaient être antagonistes, mais coïncidaient dans la nécessité de mettre fin au système.

L'alliance, contre l'aristocratie parasitaire, des philosophes, des paysans familiers, des bourgeois et des fameuses « classes dangereuses » aboutit en 1789. La haine commune de l'autocratie qu'éprouvaient les paysans, l'intelligentsia, les nationalités, les prolétaires, les pacifistes, les bourgeois « éclairés » même, permit son renversement en 1917. Revel a donc raison de souligner l'importance de la désaffection interne envers la société américaine, et la perte en crédibilité de ses dirigeants, régnant au sein des minorités ethniques, des jeunes, des femmes, des universitaires, etc. Ainsi se trouve réalisée une condition révolutionnaire et je n'exprime là que l'aspect concret des cinq conditions que nous publions en première page): l'existence d'une contestation multiforme.

... et que se développe une utopie cohérente

Mais le 14 juillet 1789 n'était finalement, lui aussi, qu'une émeute populaire. La révolution fut prise en charge par une classe sociale (ou une fraction de classe sociale), sur un programme d'organisation de la société nouvelle. Le même scénario se joua en Russie: les groupes victorieux se sentaient investis d'une mission à portée universelle et proposaient les structures nouvelles à mettre en place.

On peut certes dénoncer, ou déplorer, cet accaparement de la révolution par un groupe social, et cela d'autant plus lorsqu'il se limite à une poignée d'affairistes ou à une « avant-garde » consciente de sa vulnérabilité profonde. Mais la leçon est double: une révolution n'a de chances d'aboutir — de transformer la réalité sociale — que s'il existe, parallèlement à la désaffection du régime, une volonté d'organisation de la société future une utopie cohérente, émanant d'un groupe impatient de la réaliser, mais capable d'intégrer les objectifs d'autres adversaires du régime.

Où est le pouvoir?

Partant de l'échec des révolutions de type bolchévique, malgré les changements de structures auxquels elles ont abouti, à fonder un nouveau type de relations inter-humaines et une nouvelle morale collective, Revel porte toute son attention sur la révolution culturelle, sous-estimant systématiquement les conditions économiques de la libération et de la répression.

Deux conséquences en découlent: Revel n'éprouve pas la nécessité de préciser qui détient le pouvoir aux Etats-Unis, et par quels moyens il est exercé. Il est vrai que le pouvoir est diffus, multicéphale, honteux en quelque sorte; mais il n'est pas moins vrai que la concentration économique et la technicité croissante des options a accru la portée des décisions prises et le poids des groupes de pression. Les possibilités de répression, ou de marginalisation, ont cru parallèlement. Focaliser l'attention sur la contestation, sans proposer d'instruments pour l'analyse du pouvoir, augmente les risques d'enlisement, que Revel, trop intelligent pour ne pas les voir, énumère rapidement en un dernier chapitre qui remet en question tous les développements antérieurs.

Politique et économie

D'autre part, Revel ne pense pas que l'injustice des rapports économiques doive être atténuée ou supprimée par une remise en cause de la propriété privée des moyens de production. Deux thèses sont donc en présence: la première, la thèse socialiste, passéeiste aux yeux de Revel, que Sauvy (« Le socialisme en liberté ») rappelle en ces termes: « On ne peut admettre, en régime socialiste, le pouvoir que confèrent, à quelques hommes, leur naissance ou d'heureuses spéculations, sur la marche de l'économie nationale et sur le sort des travailleurs ». La deuxième thèse est celle de Revel, qui, sur ce point, rejoint Jean-Jacques Servan-Schreiber; pour eux, le changement révolutionnaire ne devrait pas tendre à bouleverser un système de production qui a fait ses preuves, mais par des objectifs strictement politiques, à apporter un contrepoids au système économique: « La révolution comportera donc, dans la conjoncture actuelle, la séparation du pouvoir politique et du pouvoir économique, séparation qui, si l'on y réfléchit, n'existe pratiquement nulle part. » On voit mal ce que recouvre ce postulat, à l'ère de la planification publique et privée, de la pauvreté des équipements collectifs, de la recrudescence du chômage et de l'expansion des géants industriels, nourrie par l'inflation et le mythe de la croissance. Ou plutôt, on voit bien où nous mènerait la « créativité » révolutionnaire de Revel: à une société dont l'organisation économique serait inspirée par Jean-Jacques Servan-Schreiber, et la culture façonnée par les participants de Woodstock, où les directeurs d'entreprises coiffaient, en quittant leur bureau, la perruque chevelue des hippies. En d'autres termes, à la perpétuation de ce qui existe déjà.

Qu'on nous comprenne bien: le bouillonnement d'idées et d'expériences contestataires présente une importance capitale. Minant les principes sur lesquels repose la société, lui injectant une inquiétude profonde quant à l'avenir, il prélude à une ère de bouleversements. Comme Rousseau l'affirmait avec une conviction visionnaire: « Voici venir le temps des révoltes ». Mais où auront-elles lieu, et sous quelles formes? Revel ne répond pas.

Eric Baier
Ruth Dreifuss

Marginaux et réformistes

A juste titre, Revel rappelle que la Révolution française a été précédée d'un bouillonnement d'idées. « Que ce soit dans le domaine constitutionnel, économique, scolaire et éducatif, que ce soit pour les rapports de l'Etat et de la religion, le divorce, le rôle de l'art et du théâtre dans la société, que ce soit sur le droit pénal, le recrutement de l'armée ou celui des ministres, la presse, le commerce des grains ou l'organisation universitaire, des recherches avaient été poursuivies qui avaient fait avancer la connaissance, parfois même des disciplines entièrement nouvelles, comme l'économie politique, avaient été créées. »

Il s'agit là d'une articulation essentielle de sa pensée: montrer d'abord qu'en certains moments de l'histoire, les conditions préalables étaient réunies; mais surtout, Revel désire conférer au bouillonnement inventif ou contestataire d'aujourd'hui la valeur de signes prérévolutionnaires.

Ici, pourtant, sa démonstration tourne court. Les projets du XVIII^e, auxquels il se réfère, étaient des projets politiques au sens large du terme, dès avant-projets d'une société mieux organisée, plus libre et plus efficiente.

Aujourd'hui, en revanche, la contestation est pauvre en projets que l'on pourrait appeler politiques. Certes, une meilleure conception de l'éducation pourrait à la fois servir la liberté et dégager de nouvelles forces intellectuelles et économiques. Mais pour l'essentiel, l'efficience moderne est liée, quasi définitivement, à la technologie, à la recherche, à l'organisation, à la « fuite en avant dans la croissance ». La difficulté majeure est de trouver un autre modèle économique.

Certes, les contestataires américains sont assimilés et tolérés par la société américaine, mais dans la mesure où ils ne remettent pas en cause la machine, où ils ne « cassent pas la baraque ». Cela ne signifie pas qu'ils soient sans influence; le fait qu'ils imposent d'autres mœurs montre leur capacité d'obliger la société à évoluer, la tolérance revêt désormais une nouvelle signification; dans certaines circonstances leur poids est politique (lutte contre la guerre, etc.). Mais si ce ne sont pas des marginaux complets, ce sont pourtant des hommes incapables d'influencer de l'intérieur l'organisation économique. Quel nouveau type d'organisation du travail? Quelle réponse économique au problème du Tiers Monde, à celui de la vieillesse, etc... Quelles réformes?

On regrette donc que Revel soit Français malgré tout au point de s'arrêter au réformisme d'Alain Poher plus qu'aux kibbutzim, aux coopératives de production, au syndicalisme.

De Poher au Black Power, il y a, dans sa pensée, un hiatus.

L'alliance du réformisme organisateur et de la contestation est plus riche en perspective sinon révolutionnaire, du moins de mutations profondes que Servan-Schreiber donnant la main à Angela Davis. Stockholm ou Amsterdam, mieux que New York. La révolution européenne est peut-être aussi commencée.

A.

Cointrin ou l'escalade du vandalisme

Un équipement coûteux...

La cité-satellite de Meyrin ne représente que le début de l'urbanisation d'une bande de surfaces au nord-ouest de la piste de l'aéroport de Cointrin, où l'Etat encourage systématiquement la construction de logements. En effet, cette zone est pourvue d'un équipement, fort coûteux, en vue d'un développement rapide et planifié de cette région, destinée essentiellement à l'habitat.

... pour une zone déjà déteriorée...

L'Etat de Genève a ainsi commis une double erreur: d'une part, la zone en question est difficilement accessible par les voies de communication traditionnelles, d'autre part, le bruit déroutant de l'aéroport rend cette région difficilement habitable.

Cette bêtive est le résultat direct de la politique prétentieuse d'un canton à surface très réduite qui veut « son » aéroport intercontinental.

Signalons enfin que l'Etat de Genève consacre en revanche des terrains à Satigny, bien mieux adaptés aux exigences de l'habitat et plus protégés contre le bruit que Meyrin, à une zone industrielle!

... puis rendue carrément inutilisable!

L'Etat de Genève réclame 48 millions pour l'extension de l'aéroport; à l'appui de sa demande de crédit, il invoque des motifs de sécurité:

— il est exact que l'infrastructure proposée offrira plus de sécurité; cette marge supplémentaire est cependant utilisée pour faciliter un trafic accru et l'arrivée des avions de très gros calibre, source d'un vacarme accru;

— il est également exact que la construction d'un centre d'aviation général libérera la piste principale des petits avions de tourisme... pour faire place aux plus gros!

Sous le couvert de la sécurité, l'Etat de Genève s'engage résolument dans la « fuite en avant »; tout est donc mis en œuvre pour augmenter le trafic aérien, fantastique source de bruit et de pollution. L'erreur de base, à savoir l'ignorance de l'impossible coexistence de l'habitat et d'un aéroport, est encore aggravée. Ainsi, l'Etat détruit en faveur du mythe de la technique la valeur des investissements en équipements destinés à l'habitat, c'est-à-dire à l'homme.